



Audit – Bureau de Lorient
Centre des Affaires du Pré aux Clercs
4 rue Abbé Laudrin

56100 Lorient

T : +33 (0)2 97 64 04 84

www.bakertilly.fr

WE KER

Association Loi 1901

Siège social : 7 rue de la Parcheminerie
350000 RENNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



WE KER

Association Loi 1901
Siège social : 7 rue de la Parcheminerie
35000 RENNES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

Aux membres de l'association We Ker,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association We Ker relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'annexe des comptes annuels expose les règles et principes comptables relatives à l'établissement des comptes de votre association. Nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application, notamment en ce qui concerne les subventions et les fonds dédiés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection

d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LORIENT, le 16 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Stéphane PIQUEE

COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

Bilan actif consolidé en euros

	Brut	Exercice 2024 et Provisions	Net	Exercice 2023 Net
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>	146 567 €	104 041 €	42 526,06 €	- €
Logiciels	146 567 €	104 041 €	42 526,06 €	- €
<i>Immobilisations corporelles</i>	1 252 457 €	912 038 €	340 420 €	292 338 €
Matériel	404 €	404 €		
Installations, agenc., aménagements	541 628 €	363 009 €	178 619 €	134 814 €
Matériel de transport	97 810 €	54 753 €	43 057 €	30 651 €
Matériel de bureau et informatique	270 109 €	239 258 €	30 852 €	25 304 €
Mobilier	342 506 €	254 614 €	87 892 €	101 568 €
<i>Immobilisations financières</i>	230 614 €		230 614 €	206 460 €
Dépôts et cautionnements	230 614 €		230 614 €	206 460 €
TOTAL I	1 629 639	1 016 079	613 560	498 798
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks</i>				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>				
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	177 285 €		177 285 €	139 990 €
Subventions	2 517 575 €		2 517 575 €	2 473 864 €
Autres créances	40 144 €		40 144 €	134 539 €
<i>Valeurs Mobilières de Placement</i>	5 078 €		5 078 €	4 529 €
<i>Disponibilités</i>	1 490 911 €		1 490 911 €	918 168 €
<i>Charges constatées d'avance</i>	106 649 €		106 649 €	58 016 €
TOTAL II	4 337 641 €	- €	4 337 641 €	3 729 106 €
TOTAL ACTIF (I+II)	5 967 280 €	1 016 079 €	4 951 201 €	4 227 904 €

Bilan passif consolidé en euros

	Net au 31.12.2024	Net au 31.12.2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise	512 223 €	512 223 €
Subventions d'investissement affectés	65 834 €	65 834 €
Report à nouveau	181 393 €	221 879 €
Résultat de l'exercice	73 946 €	403 271 €
Sous-total : Situation nette	833 396 €	759 450 €
Subventions d'investissement	127 844 €	113 043 €
TOTAL I	961 240 €	872 493 €
FONDS REPORTES OU DEDIES		
Fonds Dédiés	148 830 €	150 943 €
TOTAL II	148 830 €	150 943 €
PROVISIONS		
Provisions pour risques & charges	448 771 €	355 022 €
TOTAL II	448 771 €	355 022 €
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	83 320 €	89 011 €
Découvert, concours bancaires		
Dettes fournisseurs/comptes rattachés	329 034 €	292 079 €
Dettes fiscales & sociales	1 415 131 €	1 334 878 €
Autres dettes	188 508 €	30 069 €
Produits constatés d'avance	1 376 367 €	1 103 410 €
TOTAL IV	3 392 360 €	2 849 447 €
Ecarts de conversion passif		
TOTAL V	- €	- €
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	4 951 201 €	4 227 904 €

Compte de résultat synthétique

	2024	2023	Variation
Produits d' exploitation	10 180 556	9 972 632	+ 2,08%
Prestation de services	-	13 920	- 100,00%
Subventions d'exploitation	9 791 985	9 472 217	+ 3,38%
Utilisation des fonds dédiés	118 840	239 495	- 50,38%
Produits de gestion courante	4 659	4 003	+ 16,40%
Reprises s/amortissements et provisions	72 683	-	
Transferts de charges	192 390	242 997	- 20,83%
Charges d' exploitation	10 011 484	9 946 290	+ 0,66%
Autres achats et charges externes	1 429 195	1 512 698	- 5,52%
Impôts, taxes et versements assimilés	628 951	637 165	- 1,29%
Charges de personnel	7 356 787	7 280 150	+ 1,05%
Dotations amortissements et provisions	253 771	182 703	+ 38,90%
Reports en fonds dédiés	116 727	129 583	- 9,92%
Charges de gestion courante	226 052	203 992	+ 10,81%
Résultat d' exploitation	169 073	26 342	
Produits financiers	5 388	4 359	+ 23,61%
Charges financières	20 655	10 238	+ 101,74%
Résultat financier	- 15 267	- 5 879	
Résultat courant avant impôts	153 806	20 462	NS
Produits exceptionnels	50 240	414 045	
Charges exceptionnelles	130 100	31 235	
Résultat exceptionnel	- 79 860	382 810	- 120,86%
TOTAL Produits	10 236 184	10 391 036	- 1,49%
TOTAL Charges	10 162 238	9 987 764	+ 1,75%
Excédent ou déficit de l'exercice	73 946	403 272	
Evaluation des contributions volontaires en nature			
Mise à disposition gratuite de personnel	-	-	

MODES ET METHODES D'EVALUATION COMPTABLE**ELEMENTS DE COMPARAISON AVEC L'EXERCICE PRECEDENT****1/ MODES ET METHODES D'EVALUATION**

Les comptes ont été établis en tenant compte du nouveau plan comptable n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, applicable aux associations concernées à compter du 1er janvier 2022, modifié par le règlement 2020-08 du 4 décembre 2020 et de ses avenants.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect de la réglementation comptable applicable aux associations et du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à un autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales de régularité et de sincérité dans l'établissement et la présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

2/ FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE :

À l'issue du Comité des financeurs réuni fin 2023, la Région, Rennes Métropole ainsi que les autres établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ont décidé de renforcer leur soutien à l'action menée par We Ker. La Région a porté sa subvention à hauteur de 40 K€, tandis que Rennes Métropole et les autres EPCI ont revalorisé leur contribution à raison de 0,10 € par habitant.

En 2024, l'État a révisé à la hausse notre objectif en matière de Contrat d'Engagement Jeune (CEJ), le faisant passer de 1 550 à 1 648 bénéficiaires, soit un financement additionnel estimé à 174 K€.

L'excédent dégagé, s'élevant à 73 946 €, bien que représentant seulement 1,4 % des produits, traduit la capacité de We Ker à mobiliser de manière efficiente les financements publics tout en assurant une gestion rigoureuse de ses charges de fonctionnement.

Par ailleurs afin de réduire les charges liées aux locaux, plusieurs mouvements ont été opérés :

Dans le cadre du projet politique visant à faire du site « MdA – Le 4bis » un véritable carrefour des jeunes, Rennes Métropole a proposé à We Ker d'intégrer ces locaux et de devenir un acteur à part entière de leur transformation en tiers-lieu. Cette opportunité s'est accompagnée du départ de nos équipes du site de l'avenue du Général Patton à Rennes.

L'équipe de conseillers généralistes, initialement basée au 3 boulevard Emmanuel Mounier, a intégré en début d'année le nouvel Espace Social Commun Simone Iff, en plein cœur du quartier. En novembre, deux CISP CEJ les ont rejoints, amorçant ainsi notre future organisation territoriale.

L'équipe de la Plateforme Mobilité, auparavant située au 6 boulevard Emmanuel Mounier, a emménagé dans le Village des Solutions au sein de l'AFPA.

L'équipe CEJ de Montfort-sur-Meu, précédemment installée dans la Tour Papegault a rejoint le reste des équipes locales dans les locaux de la Communauté de Communes.

Parallèlement, la fin d'année a été marquée par la rénovation du site de la Parcheminerie. Les 1er et 2e étages ont été entièrement rénovés.

3/ NOTICE EXPLICATIVE DE CERTAINS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

a. Provision pour indemnités de départ à la retraite

La Convention Collective Nationale prévoit une indemnité fixée à 2 mois de salaire si 5 à 10 ans d'ancienneté chez le même employeur, 3 mois entre 10 et 20 ans d'ancienneté, et 4 mois au-delà de 20 ans d'ancienneté.

Le montant des engagements cumulés au 31 décembre 2024 est égal à 398 771 €. En 2024, une provision de 111 289 € a été comptabilisée.

La méthode utilisée pour le calcul de ces indemnités est la méthode P.B.O (Projected Benefit Obligation), « méthode des unités de crédit projetées ». Méthode retenue par la norme IAS 19.

b. Fonds dédiés :

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ». À la fin de l'exercice, les ressources non utilisées sont inscrites dans un compte de charges « 689 - Engagements à réaliser sur ressources affectées » par la contrepartie d'un compte de passif « 19 - Fonds dédiés ». Les sommes inscrites en compte « 19 - Fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « 789 - Utilisations de fonds dédiés ».

Le montant des fonds dédiés qui traduit l'engagement d'emploi des subventions pris par la structure envers le tiers financeur représente 148 829 € au 31/12/2024 Les fonds dédiés suivants ont été notamment comptabilisés :

- Fonds gérés pour autrui principalement le FAJ pour un montant de 22 226 €.
- Fonctionnement pour un montant de 126 603 €

c. Immobilisations :

Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire et dégressif et selon les durées suivantes :

- Immobilisations incorporelles : 1 à 3 ans
- Installations - Agencement : 5 à 10 ans
- Matériels de transport : 3 à 5 ans
- Matériels de bureau et informatique : 3 à 10 ans

- Mobilier :3 à 10 ans

d. Subventions :

Les subventions, quel qu'en soit leur nature, sont comptabilisées dès qu'elles sont accordées, c'est-à-dire lorsque la décision d'attribution est reçue et non pas seulement lors de leur encaissement.

La réglementation comptable précise que les dépenses engagées avant que l'association ait obtenu la notification sont inscrites en charge sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produit.

4/ NOTE SUR LES REMUNERATIONS DES CADRES DIRIGEANTS

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative aux rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés :

En 2024, l'association a versé aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés une rémunération brute annuelle (inclus avantage en nature) équivalent à 206 201 €

Etat des Amortissements en euros

Exercice clos le: 31/12/2024

	AMORTISSEMENTS CUMULES AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATION S : DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS: AMORTISSEMENTS AFFERENTS AUX ACTIFS SORTIS	MONTANT DES AMORTISSEMENTS A LA FIN DE L'EXERCICE
Logiciels	161 230 €	4243,94	61 433 €	104 041 €
TOTAL AMORTIS.S/IMMO. INCORPORELLES	161 230 €	4 244 €	61 433 €	104 041 €
Matériel et outillage	404 €			404 €
Aménagements, agencements et installations	355 963 €	28 296 €	21 250 €	363 009 €
Matériel de transport	38 418 €	16 335 €		54 753 €
Matériel de bureau et informatique	395 374 €	26 902 €	183 019 €	239 258 €
Mobilier	274 310 €	16 705 €	36 401 €	254 614 €
TOTAL AMORTIS.S/ IMMO.CORPORELLES	1 064 469 €	88 238 €	240 670 €	912 038 €

TOTAL DES AMORTISSEMENTS	1 225 700 €	92 482 €	302 103 €	1 016 079 €
---------------------------------	--------------------	-----------------	------------------	--------------------

	VENTILATION DES DOTATIONS			MOUVEMENTS SUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	
	AMORTISSEMENT:	AMORTISSEMENTS	AMORTISSEMENT:	DOTATIONS	REPRISES
	LINEAIRES	DEGRESSIFS	EXCEPTIONNELS		
Logiciels					
TOTAL AMORTIS.S/IMMO. INCORPORELLES	-	-		-	-
Matériel et outillage					
AAI divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique					
Mobilier					
TOTAL AMORTIS.S/ IMMO.CORPORELLES	-	-	-	-	-
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	-	-	-	-	-

Eaker Tilly
STREGO

Etat de l' Actif Immobilisé en euros

Exercice clos le: 31/12/2024

	VALEUR BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	
		ACQUISITIONS	VIREMENT de POSTE à POSTE
Logiciels	161 230	46 770	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	161 230	46 770	-
Installations techniques, matériel et outillage	404		
Install.générales, agencements, aménagements	490 778	107 530	
Matériel de transport	69 069	28 741	
Matériel de bureau et informatique	420 679	32 450	
Mobilier	375 878	3 987	
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 356 807	172 708	-
Dépôts et cautionnements versés	206 460	24 754	
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	206 460	24 754	-

TOTAL DES IMMOBILISATIONS	1 724 498	244 232	-
----------------------------------	------------------	----------------	----------

	DIMINUTIONS			VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	CESSIONS	MISES AU REBUT	VIREMENT de POSTE à POSTE	
Logiciels		61 433		146 567
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	61 433	-	146 567
Installations techniques, matériel et outillage				404
Install.générales, agencements, aménagements		56 680		541 628
Matériel de transport				97 810
Matériel de bureau et informatique		183 019		270 109
Mobilier		37 359		342 506
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-	277 058	-	1 252 457
Dépôts et cautionnements versés	600			230 614
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	600	-	-	230 614

TOTAL DES IMMOBILISATIONS	600	338 491	-	1 629 639
----------------------------------	------------	----------------	----------	------------------

Baker Tilly
STREGO

Etat des provisions en euros

Exercice clos le: 31/12/2024

	PROVISIONS	AUGMENTATIONS:	DIMINUTIONS:	VALEUR BRUTE
	AU DEBUT	DOTATIONS	REPRISES	A LA CLOTURE
	DE L'EXERCICE	DE L'EXERCICE	DE L'EXERCICE	DE L'EXERCICE
Provision pour engagements de retraite	287 482	111 289		398 771
Créance Quark	5 628		5 628	-
Provision sur subventions	47 000	50 000	47 000	50 000
Autres litiges	14 912		14 912	-
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	355 022	161 289	67 540	448 771

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L' EXERCICE

Exercice clos le 31/12/2024

Créances	Montant brut	Degré de liquidité	
		de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :	230 614	34 778	195 836
Cautions	56 790	34 778	22 012
Prêts Action Logement	173 824	-	173 824
Créances de l'actif circulant :	2 735 004	2 735 004	-
Stocks			
Créances Clients et Comptes rattachés	177 285	177 285	
Subventions à recevoir	2 517 575	2 517 575	
Autres créances	40 144	40 144	
Charges constatées d' avance	106 649	106 649	
Charges d'exploitation	106 649	106 649	
TOTAL	3 072 266	2 876 431	195 836

Dettes	Montant brut	Degré de liquidité du passif		
		Échéances		
		à moins d'1 an	A plus d'1 an	A plus de 5 ans
Dettes :	2 015 993	1 978 100	37 892	-
Emprunts et dettes auprès des éts de crédit	83 320	45 427	37 892	
Découvert, concours bancaires	-	-		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	329 034	329 034		
Dettes fiscales et sociales	1 415 131	1 415 131		
Autres dettes	188 508	188 508		
Produits constatés d'avance :	1 376 367	1 376 367	-	
Produits constatés d'avance :	1 376 367	1 376 367		
TOTAL	3 392 360	3 354 467	37 892	-

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES en euros

Exercice clos le 31/12/2024

SUBVENTIONS AFFECTEES

Ressources	Situations	Montant à l'ouverture	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources	Fonds restants à engager en fin d'exercice	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux dernières
Région: chèque mobilité 2008-15		627 €	- €	- €		627 €	627 €
Etat : Santé 2009-12		645 €	- €	- €		645 €	645 €
Fonds sécurisation de parcours 2019		1 545 €	- €	- €		1 545 €	1 545 €
Département - ARSA 2021		893 €				893 €	893 €
Département - FAJ Hors Rennes 2023		1 275,00 €	1 275 €	1 275 €		- €	
Rennes Métropole - FAJ RM 2023		36 429,26 €	36 429 €	36 429 €		- €	
Département - Permis Plus 2023		4 783,91 €	4 784 €	4 784 €		- €	
Département - FAJ Hors Rennes 2024					4 799 €	4 799 €	
Rennes Métropole - FAJ RM 2024					5 281 €	5 281 €	
Département - Permis Plus 2024					8 437 €	8 437 €	
<i>Sous total fonds gérés pour autrui</i>		<i>46 198 €</i>	<i>42 488 €</i>	<i>42 488 €</i>	<i>18 516 €</i>	<i>22 226 €</i>	<i>3 710 €</i>
2017 - Département - Clé pour l'emploi		4 500 €				4 500 €	4 500 €
2021 - Norauto Conduite supervisée TH		3 000 €				3 000 €	3 000 €
2021 - FAJ Co - Transports Brocéliande		150 €				150 €	150 €
2022 - Département Lab Numérique		10 000 €				10 000 €	10 000 €
2022 - En rte vers le permis - DEPARTEMENT/RM		743 €				743 €	743 €
2023 - Etat Politique Ville - Parrainage		4 270 €	4 270 €	4 270 €		- €	
2023 - DREETS - Parrainage		7 320 €	7 320 €	7 320 €		- €	
2023 - ARS Etude préfiguration PAEJ		14 000 €	14 000 €	14 000 €		- €	
2023 - Région Etude préfiguration PAEJ		14 000 €	14 000 €	14 000 €		- €	
2023- Etat Mobilités solidaires		23 396 €	23 396 €	23 396 €		- €	
2023 - RM Psy et autres		2 024 €	2 024 €	2 024 €		- €	
2023 - Département Santé mentale		2 293 €	2 293 €	2 293 €		- €	
2023 - Région via ARML Conduite supervisée		3 049 €	3 049 €	3 049 €		- €	
2023 - Département Lab Numérique		10 000 €				10 000 €	
2023 - RM Expérimentation France travail		6 000 €	6 000 €	6 000 €		- €	
2024 - Etat via CFA - Start App					28 020 €	28 020 €	
2024 - FDF Bourses Jeunes					8 039,94 €	8 040 €	
2024 - RM Psy et autres					6 264 €	6 264 €	
2024- Département Santé mentale					3 287,51 €	3 288 €	
2024 - LE CLER - TIMS					47 877 €	47 877 €	
2024 - REGION GIRH 2024/25					1 347 €	1 347 €	
2024 - Département ARSA (enveloppe Action)					1 200 €	1 200 €	
2024 - Région via ARML Conduite supervisée					2 175 €	2 175 €	
<i>Sous total We Ker</i>		<i>104 744 €</i>	<i>76 351 €</i>	<i>76 351 €</i>	<i>98 210 €</i>	<i>126 603 €</i>	<i>18 393 €</i>

TOTAUX

150 942 €

118 840 €

118 840 €

116 727 €

148 829 €

22 103 €

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	512 223				512 223
Fonds propres avec droit de reprise					-
Subventions d'investissement affectés	65 834				65 834
Ecart de réévaluation					-
Réserves					-
Report à nouveau	- 221 879	403 271			181 392
Excédent ou déficit de l'exercice	403 271	73 946			73 946
Situation nette	759 450	477 217	-	-	833 395
Fonds propres consommables					-
Subvention d'investissement	113 043		14 801 €		127 844
Provisions réglementées					-
TOTAL	872 493	477 217	14 801	-	961 240

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR			DETAIL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
RUBRIQUES	MONTANTS EN €		RUBRIQUES	MONTANTS EN	
	2024	2023		2024	2023
Subventions à recevoir (1)	2 517 575 €	2 465 072 €	Subventions		
à recevoir Etat	659 608 €	856 131 €	ARML - Conduite supervisée	3 990 €	
GPECT - DREETS	28 500 €	28 500 €	Etat - CTAI	10 714 €	- €
CEJ - DREETS	585 040 €	787 130 €	Etat - PJJ Dedans Dehors	13 333 €	- €
Mobilités solidaires - DREETS 2023/24	- €	13 251 €	Etat - QPV Actions emploi	12 700 €	- €
Etat - Autres	3 644 €	3 644 €	Région - GPECT Démarches sectorielles	30 000 €	- €
Etat - SPIP	18 000 €	- €	Rennes métropole - Aller vers QPV	10 000 €	- €
PIC - Start App	31 712 €	30 894 €	Le Cler - TMS 2025/26	134 094 €	- €
à recevoir Fonds Social Européen	1 158 519 €	1 015 534 €	Région - Plateforme Mobilité	- €	- €
Plateforme mobilité inclusive 2021	2 705,69 €	2 705,69 €	Région - GIRH 2023/24	16 667 €	18 292 €
Référente SIAE et Clauses	4 107,06 €	4 107,06 €	Etat DREETS - CEJ	1 144 869 €	1 085 118 €
Accès emploi durable 2022/2023	- €	391 928,49 €	TOTAUX	1 376 367 €	1 103 410 €
GPECT 2022/2023	189 111,14 €	192 222,38 €			
Mixité 2022	- €	27 089,94 €			
Dedans Dehors 2022/2023	73 023,16 €	114 006,57 €			
Lutte contre l'illettrisme 2022/23	- €	54 916,06 €			
Gpe des créateurs 2022	- €	20 217,10 €			
Actions Santé 2022/23	61 389,42 €	97 882,60 €			
Plateforme mobilité inclusive 2022/23	124 083,83 €	124 083,83 €			
Levée freins jeunes parents ARSA 2023	45 408,71 €	- €			
GPECT 2024	44 050,14 €				
Accès emploi durable 2024	125 656,88 €				
Levée freins jeunes parents ARSA 2024	70 775,30 €				
Accès aux droits 2024	100 630,69 €				
Actions Santé 2024	80 761,01 €				
Référente SIAE 2024	35 167,57 €				
Plateforme mobilité inclusive 2024	215 273,40 €	- €			
à recevoir Région	220 312 €	216 707 €			
Fonctionnement	97 452 €	87 452 €	6044 - Prestations de sces	20 237	2 055
Accès à la Qualification (AAQ)	12 500 €	18 750 €	60611 - Achats non stockés de mat & fournitures	130	243
Exploratoire	16 000 €	13 000 €	6061200	108	
Lutte contre l'illettrisme	15 000 €	15 000 €	6064 - Fournitures administratives		
Trajectoire	683 €	810 €	60642 - Fournitures informatiques		
RSJ 2022	- €	4 800 €	6122 - Redevances de crédit-bail mobilier		
RSJ 2023	- €	1 600 €	6132 - Locations Immobilières	19 100	17 255
Plateforme mobilité inclusive 2021/2022	- €	12 245 €	6135 - Locations mobilières	3 238	3 423
Plateforme mobilité inclusive 2023	- €	15 000 €	614 - Charges locatives	2 520	2 567
Plateforme mobilité inclusive 2024	13 678 €		6156 - Contrats de maintenance	34 007	18 699
GPECT - RH Inclusives 2022/23	- €	15 000 €	6160 - Prime assurance	21 129	11 813
GPECT - RH Inclusives 2023/24	15 000 €	15 000 €	618 - Formation du personnel	1 420	
GPECT - RH Inclusives 2024/25	20 000 €	- €	6181 - Documentation		33
GPECT Multisectorielles	30 000 €	- €	621 - Personnel intérimaire		-
Job In Star 2	- €	4 050 €	62265 - Honoraires	128	118
Etude préfiguration PAEJ		14 000 €	6236 Imprimés		
à recevoir Département	7 618 €	1 853 €	62511 - Tickets bus	755	
Autres	- €	2 000 €	6256 - Déplacements	42	
Autres : Commission de gestion etc	7 618 €	3 853 €	626 - Frais télécommunications	352	
à recevoir Rennes Métropole	66 241 €	140 505 €	6281 Adhésions	1 801	
Rennes Métropole - Commission FAJ	15 149 €	7 641 €	6372 Taxe foncière	1 680	1 789
Rennes Métropole - Investissement	7 500 €	18 000 €	TOTAUX	106 649	58 016
Rennes Metro CALPAE - Médiation animale		14 250 €			
Rennes Métro - Contribution projet FT		6 000 €			
Rennes Métro CALPAE - Santé		14 000 €			
Rennes Métro PLIE	43 592 €	79 280 €			
Rennes Ville - Inter médiation Sce civiques		1 333 €			
à recevoir Autres EPCI	- €	- €			
à recevoir autres subventions	405 277 €	58 720 €			
ANGV - Groupement créateurs	35 736 €	30 708 €			
ARML - Melting Breiz	11 990 €	7 558 €			
ARML - Actions Santé et RSJ	14 200 €	15 321 €			
ARML - Conduite supervisée	11 970 €	5 600 €			
ARML - Référent de justice	7 241 €	- €			
BPI - Citelab	8 679 €	5 149 €			
BPI - Gala de l'Emploi	900 €	- €			
CCAS - Plateforme mobilité	9 500 €	9 500 €			
CCAS - Inter médiation sce civique	2 333 €	- €			
LE CLER - Tims	302 728 €	- €			
Autres					
à recevoir (4487000)	- €	175 622 €			
A recevoir (4487000)	- €	175 622 €			
Clients et comptes rattachés à recevoir (2)	177 285 €	150 153 €			
Factures à émettre	177 285 €	134 315 €			
Divers		15 839 €			
Autres créances (3)	40 144 €	134 539 €			
ASP	2 500 €	- €			
ADIPH - Cap Jeunes	2 836 €	76 432 €			
CCAS	2 500 €	- €			
CEF - Accompagnement Jeunes		5 000 €			
CPAM	717 €	- €			
ML - Hautes pyrénées		5 381 €			
Mobilix	540 €	- €			
Quartz		11 941 €			
UNML - Refacturation frais	6 847 €	3 765 €			
Divers	25 635 €	32 019 €			
TOTAUX (1) + (2) + (3)	2 735 004 €	2 749 764 €			